

CARTOGRAPHIE DES IMPACTS AU BURKINA FASO :

Impact au niveau national des programmes de protection sociale adaptative au Sahel

DONNÉES DE LA RÉGION

Au Sahel, la Protection Sociale Adaptative (PSA) est un ensemble de politiques, systèmes et programmes de protection sociale qui renforcent le capital humain, la productivité et la résilience des plus pauvres, tout en améliorant leur capacité à se préparer, faire face et s'adapter aux chocs. Grâce à la mise en place de filets sociaux réguliers, d'interventions d'inclusion productive et de programmes réactifs aux chocs, la PSA a démontré des impacts positifs significatifs sur diverses dimensions du bien-être au Sahel. Pour les plus pauvres et les plus vulnérables, elle a permis des améliorations du bien-être des ménages, de la sécurité alimentaire, de la productivité et de la résilience. Plus largement, elle a montré des effets positifs importants sur l'économie, la société et les générations futures.¹



¹ Les données présentées à des fins d'illustration sont issues des évaluations d'impact rigoureuses de programmes de PSA, qui peuvent inclure des programmes de filets sociaux, d'inclusion productive, de réponse aux chocs, et autres programmes de protection sociale. Pour en savoir plus, visitez le site www.worldbank.org/ppsas

ÉLÉMENTS CONCRETS PLUS DÉTAILLÉS PROVENANT DU BURKINA FASO

Le Burkina Faso de longue date mis en œuvre des filets sociaux pour protéger la consommation des ménages pauvres et vulnérables, augmenter leur productivité, et protéger le capital humain des générations futures en protégeant la santé et l'éducation des enfants. Depuis plus d'une décennie, les évaluations d'impact ont montré les effets de ces efforts.

Une première phase de filets sociaux en 2008 a eu des effets positifs sur l'éducation et la santé des enfants ainsi que sur les conditions socio-économiques des ménages. Une deuxième phase de filets sociaux, le filets sociaux – *Burkin Naong Sa Ya* (PFS-BNS), mis en œuvre de 2014 à 2024, a permis d'améliorer le revenu des ménages pauvres et vulnérables, les actifs, l'épargne, ainsi que la nutrition et les résultats scolaires de leurs enfants.

En outre, les mesures d'inclusion productive du PFS-BNS ont augmenté les revenus et actifs des bénéficiaires, dont la plupart étaient des femmes, et les ont aidés à diversifier leurs moyens de subsistance, réduisant ainsi les écarts entre les femmes et les hommes, et renforçant la résilience face aux chocs climatiques.

Encadré 1. Programmes

Une première phase de filets sociaux



Démarré en 2008 dans le sud du Burkina Faso, environ 2 600 familles dans 60 villages de la province du Nahouri ont bénéficié de filets sociaux pendant deux ans. Les bénéficiaires étaient les familles ayant des enfants de moins de 15 ans qui étaient orphelins, vivaient avec une personne vivant avec le VIH, ou vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Des transferts monétaires d'un montant approximatif de 3 500 FCFA (~7 USD) par mois ont été versés trimestriellement aux ménages.

Filets sociaux à grande échelle « *Burkin Naong Sa Ya* »



En 2014, le PFS-BNS a été déployé pour protéger la consommation des ménages pauvres, les aider à renforcer leur résilience et protéger le capital humain des générations futures. Des transferts monétaires d'environ 11 700 FCFA (~19 USD) par mois ont été versés pendant trois ans (20 % des dépenses mensuelles moyennes des ménages pauvres). Ces transferts étaient distribués trimestriellement. Le programme organisait également des séances de partage de bonnes pratiques sur la nutrition et le développement de la petite enfance au niveau des villages. En 2024, le programme couvrait 1 293 365 bénéficiaires directs au sein des ménages pauvres et vulnérables. Environ 54 % des bénéficiaires étaient des femmes.

Mesures d'inclusion productive



Des mesures d'inclusion productive ont été fournies à 21 265 bénéficiaires, presque exclusivement des femmes, bénéficiaires de PFS-BNS. Ce programme comprenait des groupes d'épargne et de crédit, une formation et un accompagnement en matière d'entrepreneuriat, une formation aux compétences de vie, des sessions communautaires sur les normes sociales, l'accès aux marchés, et une subvention en espèces d'un montant forfaitaire de 100 000 FCFA (~170 USD).



IMPACT DES PROGRAMMES DE FILETS SOCIAUX ET DE SES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT RELATIVES AU CAPITAL HUMAIN

#1 | Les filets sociaux ont permis aux ménages pauvres et vulnérables d'augmenter leurs revenus, qui se sont maintenus même après l'arrêt du programme.

L'évaluation du programme PFS-BNS a révélé que les ménages qui recevaient des transferts directs en même temps que les séances mensuelles d'information sur la santé et la nutrition avaient un revenu total plus élevé, même 16 mois après la fin du programme. Ce résultat est dû à une augmentation de 15 % du revenu agricole. Les résultats indiquent qu'au-delà de l'utilisation des filets sociaux pour répondre aux besoins essentiels et immédiats de consommation, les ménages ont pu augmenter leur productivité et leur revenu global, ce qui peut à son tour renforcer leur capacité à répondre à des besoins essentiels futurs. Ainsi, le programme a montré le potentiel pour les ménages pauvres et vulnérables au changement climatique d'avoir de meilleurs revenus et une consommation plus élevée même après la fin du programme.

#2 | Le programme a en outre permis aux ménages d'accumuler davantage d'actifs et d'épargner, renforçant ainsi leur capacité de production future, leur potentiel de diversification des revenus, et leur résilience aux chocs climatiques et au changement climatique.

Le patrimoine total des ménages a augmenté de 32 % grâce aux transferts et aux séances mensuelles d'information. Les transferts seuls (sans séances d'information) ont également augmenté la participation aux groupes d'épargne de 134 %, l'épargne informelle des ménages de 65 %, et la possession d'animaux de 11 %. Ces niveaux plus élevés d'épargne et d'actifs renforcent la résilience des ménages face aux chocs futurs en les protégeant contre des stratégies d'adaptation réduction de la consommation essentielle (nourriture) et la réduction des investissements dans le capital humain (santé et éducation). En outre, les actifs et l'épargne accumulés permettent aux ménages d'investir davantage dans des activités productives, de diversifier leurs sources de subsistance et de devenir ainsi plus résilients aux chocs climatiques et, à plus long terme, au changement climatique qui affecte les moyens de subsistance agricoles traditionnels.

#3 | Les filets sociaux aident les ménages pauvres à investir dans les générations futures en protégeant la santé et l'éducation des enfants, y compris pendant les chocs.

La première phase de filets sociaux mis en œuvre en 2008 a permis d'augmenter considérablement les inscriptions, la fréquentation scolaire et le passage de classe des jeunes enfants issus de ménages pauvres. En outre, la nutrition des enfants de moins de 5 ans s'est améliorée, en particulier pendant les années de mauvaises récoltes. Ainsi, les filets sociaux ont renforcé la résilience des enfants en matière de santé en évitant les stratégies d'adaptation négatives. En outre, les ménages pauvres ont augmenté les visites médicales de routine pour les enfants de moins de 5 ans et ont déclaré moins de maladies pour ces enfants. De même, le PFS-BNS étendu à l'échelle nationale a continué d'avoir des effets positifs sur la santé et l'éducation des enfants. Le programme a permis d'améliorer les compétences linguistiques, la motricité globale, et les compétences sociales personnelles des enfants. La nutrition des enfants de moins de 5 ans, mesurée par des indicateurs anthropométriques à moyen terme, s'est aussi améliorée. En outre, chez les enfants âgés de 6 à 15 ans, on a observé une augmentation de 14,3 % de la scolarisation, 14,9 % du nombre d'années de scolarité, 14,8 % de la probabilité d'achever une scolarité, et 16,4 % du passage en classe supérieure.

#4 | Enfin, le programme a amélioré le sentiment des participants de leur statut social.

La première phase de filets sociaux a démontré une augmentation de 2,5 fois de la perception subjective de leur statut social par les bénéficiaires. Alors que seulement 3 % des bénéficiaires avaient le sentiment d'être mieux lotis que le citoyen moyen du pays au départ, après le programme, 7,5 % des bénéficiaires partageaient cette opinion. Ainsi, au-delà des résultats économiques, le programme a renforcé la perception de statut social des bénéficiaires qui comptaient parmi les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables.



IMPACT DES MESURES D'INCLUSION PRODUCTIVE

#5 | Les mesures d'inclusion productive ajoutées au PFS-BNS ont permis d'accroître les revenus, l'épargne et la capacité de production future des jeunes femmes.

Bien qu'elles aient été mises en œuvre sur la période 2019-2020, dans le contexte de la COVID-19 et de l'insécurité accrue dans les régions de mise en œuvre du programme, les mesures d'inclusion productive ont permis d'améliorer considérablement les revenus, la productivité et l'épargne des bénéficiaires. Le programme a entraîné une augmentation de 37 % du revenu annuel non agricole des bénéficiaires et une augmentation de 75 % du nombre de jours qu'elles consacrent à des activités génératrices de revenus non agricoles. Le programme a également augmenté la valeur des récoltes agricoles des bénéficiaires de 39 à 43 % en fonction des activités mises en œuvre.

#6 | Les mesures d'inclusion productive ont considérablement accru la résilience des activités économiques des femmes aux chocs et au changement climatique, bien qu'elles aient été mises en œuvre dans le contexte de la COVID-19 et de l'insécurité.

En augmentant l'épargne de 251 %, les actifs commerciaux de 94 % et la valeur du bétail de 34 %, l'intervention d'inclusion productive a renforcé la capacité des femmes à être productives à l'avenir et à diversifier leurs moyens de subsistance au-delà de l'agriculture traditionnelle, renforçant ainsi la résilience au changement climatique. En outre, la forte réserve constituée par l'épargne et les actifs permet une résilience accrue face aux chocs futurs. La plupart des femmes ont continué à participer à des groupes d'épargne même 12 mois après la fin du programme, ce qui peut constituer un solide réseau informel d'assurance sociale et améliorer davantage la résilience. Ces progrès ont été réalisés dans le contexte de la COVID-19 et de l'insécurité accrue, mettant en évidence les effets protecteurs de ces interventions, même lorsque leur mise en œuvre est rendue difficile.

#7 | Au-delà des revenus et des actifs, les réseaux sociaux des bénéficiaires et leur participation aux activités communautaires se sont développés, ce qui a renforcé à la fois le bien-être personnel et la résilience.

Les participantes ont fait état d'une capacité accrue à mobiliser un soutien financier en cas de choc. Elles ont également accru leur participation aux activités communautaires locales telles que la participation à des associations villageoises, les dons, et le bénévolat. De plus, la santé mentale et les attentes pour l'avenir se sont également améliorées grâce au programme. Les effets sur la santé sociale et mentale dans le contexte de l'insécurité et des chocs mettent en évidence les effets protecteurs de l'intervention et la capacité accrue de résilience future, bien qu'elle soit mise en œuvre dans un contexte sécuritaire difficile.

Références:

- Akresh, R., de Walque, D., & Kazianga, H. (2016). Evidence from a randomized evaluation of the household welfare impacts of conditional and unconditional cash transfers given to mothers or fathers (Development Research Group Human Development and Public Services Team Working Paper 7730). World Bank.
- Akresh, R., de Walque, D., & Kazianga, H. Évaluation de l'impact du filet de sécurité et du développement de la petite enfance au Burkina Faso - Résultats préliminaires. Paper forthcoming.
- Bossuroy, Thomas, Dean Karlan, Harounan Kazianga, William Pariente, Patrick Premand, Christopher Udry, Julia Vaillant, Kelsey Wright. (2024). Impact of the productive inclusion measures of the Burkina Faso program (2019-2020). (Sahel Adaptive Social Protection Program Technical Working Paper.) World Bank.

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou incohérences qui pourraient apparaître dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation ou du défaut d'utilisation des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Remerciements

Le Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel, [PPSAS](#), est un fonds fiduciaire multi-bailleurs géré par la Banque mondiale. Il vise à renforcer les systèmes de protection sociale adaptative dans le Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) afin d'améliorer la résilience des ménages et des communautés pauvres et vulnérables face aux impacts du changement climatique.

Le programme est appuyé par l'Allemagne, le Danemark, la France et le Royaume-Uni.

